

Europe Ecologie

Electorat volage,
électorat stratégique

Denis Pingaud

Europe Ecologie : électorat volage, électorat stratégique

Denis Pingaud

SOMMAIRE

Préambule	5
Introduction	7
Un électorat volage	18
Deux électeurs écologistes sur cinq ne se classent pas « à gauche »	22
Une majorité en désaccord avec l'abandon du nucléaire	25
Une crédibilité d'Europe Ecologie encore insuffisante	31
Un électorat stratégique	36
La prénance d'une culture anti-étatique	40
L'investissement dans une nouvelle marque politique	45
Une mission : reformater l'opposition à Nicolas Sarkozy ..	50
Un électorat distant	55
Des électeurs écologistes dubitatifs sur la constitution d'un nouveau parti	58
Hésitation quant à la stratégie électorale présidentielle ...	62
Le non cumul des mandats : un sujet qui fait l'unanimité ...	72
Quelle stratégie électorale pour 2012 ?	77

Denis Pingaud, vice-président exécutif d'OpinionWay, est notamment l'auteur de *L'effet Besancenot* (Seuil, 2008), *Les taupes et les éléphants* (Hachette, 2004) et *L'impossible défaite* (Seuil, 2002).

PRÉAMBULE

Cet ouvrage est le fruit d'une réflexion construite sur un appareil de données et d'analyses produites par les principaux instituts d'études et de sondages en France à propos d'Europe Ecologie. Il doit beaucoup, cependant, aux résultats du questionnement régulier, depuis juin 2009, d'un panel d'électeurs d'Europe Ecologie. Ce panel a été constitué par OpinionWay sur la base de son sondage « jour du vote » effectué à l'occasion de l'élection européenne auprès de 10 000 Français. Plusieurs vagues ont permis de mieux cerner, avant et après les élections régionales de mars 2010, les attentes et les valeurs de cet électorat.

Que Bruno Jeanbart, directeur général adjoint d'OpinionWay et responsable des études politiques et d'opinion, ainsi que toutes ses équipes soient ici remerciés pour leur précieuse contribution à l'essai qui suit.

INTRODUCTION

Ce fut d'abord un coup de bluff. Ce fut surtout un coup de génie.

Quand se dessine, au printemps 2008, l'hypothèse d'un rassemblement des écologistes de toutes obédiences pour l'élection européenne de 2009, peu d'observateurs imaginent le séisme électoral qui va s'ensuivre. Les Verts, il est vrai, sont sortis affaiblis d'une élection présidentielle calamiteuse où leur candidate, Dominique Voynet, a recueilli à peine plus de 500 000 voix (1,57 % des suffrages exprimés) quand Noël Mamère, cinq ans plus tôt, en avait rassemblé trois fois plus (5,25 %). Le traumatisme du 21 avril 2002 et le bilan mitigé des écologistes dans le gouvernement de

Lionel Jospin expliquent sans doute la désertion d'un électeur que la candidate reconnaissait sans détour dans sa déclaration officielle, le soir du premier tour : « Une majorité d'électeurs écologistes a préféré voter pour la candidate socialiste, voire pour le candidat de l'UDF, pour conjurer la crainte d'un nouveau 21 avril, ou la peur que leur inspire un candidat de droite défendant des positions de plus en plus extrêmes. Je prends acte de ce choix ». Certes, les élections municipales de 2008, dans le contexte très favorable du Grenelle de l'environnement, ont apporté une éclaircie dans ce ciel électoral plutôt sombre, les listes écologistes se présentant de manière autonome obtenant des scores honorables. Mais le choix majoritaire de listes d'union avec le Parti socialiste a rendu alors difficilement lisible la performance globale des Verts, sur le plan national.

Le coup de bluff qui se trame entre Paris et Bruxelles paraît alors quelque peu hasardeux. Daniel Cohn-Bendit a déjà réussi l'exploit de mener les écologistes à presque 10 %, lors de l'élection européenne de 1999, et la possible réédition d'une telle performance est jugée, au mieux sans surprise,

au pire très incertaine. D'ailleurs, tout au long du deuxième semestre 2008, les instituts de sondage sont assez unanimes – mis à part l'Ifop qui se distingue par des chiffres souvent en retrait – pour créditer Europe Ecologie d'un score moyen entre 8 et 10 %. Par ailleurs, l'attelage en cours de constitution rend sceptique les plus écolophiles, qui ne sont pas dupes des démons groupusculaires et des forces centrifuges agitant chroniquement la galaxie verte. La réunification du « oui » et du « non » au projet de Traité constitutionnel européen, incarnée par les figures de Daniel Cohn-Bendit et de José Bové, fait sourire autant que la campagne commune du même Bové, le délinquant faucheur d'OGM, avec Eva Joly, la juge réputée sans état d'âme. Enfin, le pari de parler d'Europe, alors que les élections intermédiaires sont toujours l'occasion de sanctionner plus ou moins le pouvoir en place, semble risqué aux experts des joutes électorales. Le Parti socialiste comme le Modem, qui sont de possibles réservoirs de voix pour le nouveau rassemblement des écologistes, ont d'ailleurs pris le parti de tirer sur Nicolas Sarkozy plutôt que de défendre un projet européen.

Le coup de bluff, pourtant, repose sur trois hypothèses, plus ou moins formulées explicitement par ses instigateurs, en parfaite résonance avec les courants telluriques qui travaillent en profondeur la société française.

Premièrement, la question politique n'est plus comprise à l'aune des représentations traditionnelles et manichéennes opposant les forces de la conservation à celles du progrès. La défiance massive vis-à-vis de l'offre classique structurée par un axe horizontal gauche-droite – 60 % des Français n'ont confiance « ni dans la droite ni dans la gauche » pour gouverner le pays¹ – ouvre l'espace à des forces plus transversales, plus pragmatiques et plus consensuelles. C'est peu de dire combien les dirigeants politiques français ont du mal à prendre en compte cette donnée, particulièrement à gauche. Alors même qu'Europe Ecologie commence à exister sur un créneau qui peut se résumer dans la posture simple du slogan « L'écologie, maintenant ! », les débats qui structurent la préparation du congrès socialiste de Reims

1. Cevipof, *Baromètre de la confiance politique*, décembre 2009.

tournent essentiellement autour de la question des alliances possibles ou non avec le Modem. Une discussion qui n'intéresse guère une majorité du corps électoral pour laquelle les élites politiques susceptibles d'exercer le pouvoir – quel que soit leur bord – se ressemblent décidément beaucoup trop.

Deuxièmement, la question écologique n'est plus perçue comme un enjeu complexe et lointain mais comme une urgence évidente et « impliquante ». C'est un déplacement majeur qui – contrairement aux idées reçues – ne concerne pas que les « bobos » et que confirment toutes les études sur l'évolution des comportements, notamment en matière de gestes ou d'arbitrages micro-économiques liés à l'environnement. Les données d'opinion convergent pour placer la préoccupation écologique à un niveau toujours plus élevé, proche de celui qui concerne l'emploi, le pouvoir d'achat ou la santé. Elles soulignent, par ailleurs, la progression des comportements responsables en matière de tri des déchets, de consommation d'énergie ou de recyclage des produits usagés. La crise économique et financière,

loin de réduire le sujet environnemental à une dimension secondaire, a notamment favorisé l'appropriation de la question énergétique par les consommateurs-citoyens. Ceux-ci, par exemple, sont systématiquement attentifs à l'étiquetage des consommations lorsqu'ils achètent leur électroménager. Ils planifient également les travaux de maîtrise de l'énergie dans leur logement, dès qu'ils en ont les moyens.

Troisièmement, la question électorale n'est plus vécue en plein – je vote toujours pour mon camp – mais en creux – je sanctionne, scrutin après scrutin, les différents camps, y compris le mien. La sanction ne tombe pas que sur des bilans mais aussi sur le sentiment d'une trop grande propension des politiques à cultiver leurs divergences plutôt qu'à afficher leurs convergences. On ne comprendrait rien au succès d'Europe Ecologie si l'on sous-estimait, dans un contexte de déclin du sarkozysme, la force centripète du rassemblement des Verts et des associatifs, des ouistes et des nonistes, des démocrates centristes et des antilibéraux face aux divisions chroniques et aux egos erratiques qui

minent les autres forces d'opposition, des antilibéraux jusqu'au Modem. Le Parti socialiste, dont le rebond d'image à l'été 2010 doit autant à sa capacité à taire ses divisions qu'à l'épuisement du modèle sarkozyste, a fini par comprendre tous les bénéfices de cette prime à l'unité auprès de l'opinion. Ce qui explique aussi sa tentation nouvelle de transformer les primaires pour la désignation du candidat socialiste en 2012 en la simple ratification populaire d'un choix décidé en amont, de manière consensuelle, par les principaux prétendants.

Un tremblement électoral

Organisé par une poignée de personnalités issues d'associations ou d'ONG autour de Daniel Cohn-Bendit, avec le soutien d'un petit parti politique – les Verts – le coup de bluff se révèle finalement un coup de génie politique. Il permet de rafler la mise, lors de l'élection européenne du 7 juin 2009, au moment où le Grenelle de l'environnement essaime des espérances concrètes et où la palinodie du congrès de Reims discrédite le Parti socialiste. Les effets

conjoncturels présumés, à la veille du scrutin, d'une malencontreuse polémique orchestrée par François Bayrou contre Daniel Cohn-Bendit ou d'une programmation en *prime time* d'un film défendant la thèse de l'urgence écologique ne doivent pas occulter l'essentiel. Une partie significative de l'électorat se rallie à la dynamique du rassemblement Europe Ecologie. Déçus d'une coalition antilibérale émietlée, désenchantés d'un Parti socialiste et d'un Modem inaudibles ou mécontents d'un gouvernement impuissant, ils contribuent tous à un tremblement électoral dont l'intensité et les éventuelles répliques sont encore difficiles à mesurer. Sur cent électeurs d'Europe Ecologie, 46 ont voté pour Ségolène Royal au premier tour de l'élection présidentielle de 2007, vingt pour François Bayrou, seize pour des candidats de la gauche non socialiste et neuf pour Nicolas Sarkozy².

Cet éclectisme soulève évidemment des interrogations sur le caractère circonstanciel ou non d'un tel engouement.

2. OpinionWay, sondage au jour du vote, juin 2009.

Après tout, l'élection européenne en France a souvent été l'occasion – surtout lorsqu'il s'est agi de surprises – de succès sans lendemain. Les héros d'un soir ont surgi de différents horizons avant de disparaître de la scène politique ou de n'y occuper qu'un rôle de figurant. On se souvient du score imprévisible de la liste « Energie radicale » conduite par Bernard Tapie en 1994, talonnant celui de la liste socialiste tombée à moins de 15 % des suffrages. La carrière politique de l'homme d'affaires, rattrapé par les juges, s'est arrêtée là. Et, trois ans plus tard, après la dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac, Lionel Jospin a conduit les socialistes au gouvernement. On se souvient également du score inattendu de la liste emmenée par Charles Pasqua et Philippe de Villiers en 1999, dépassant de peu celui de la liste du RPR – dirigée alors par Nicolas Sarkozy ! – enfoncée à moins de 13 % des voix. Si le souverainisme de droite a persisté dans le paysage politique, il est devenu très marginal. Et Nicolas Sarkozy est aujourd'hui président de la République. Il est alors tentant de relativiser le score d'Europe Ecologie. Si Daniel Cohn-Bendit avait déjà déjoué les pronostics en 1999, la

mouvance écologiste n'était pourtant pas parvenue, par la suite, à quitter son registre groupusculaire et à modifier l'équilibre des forces politiques.

Quelques mois plus tard, dans un contexte électoral différent – moins lisible en termes d'enjeux, plus clientéliste pour les pouvoirs locaux en place –, les résultats d'Europe Ecologie au scrutin régional régressent par rapport au scrutin européen, avec 400 000 voix en moins, tandis que le Parti socialiste enregistre un spectaculaire succès, profitant de son image de principale force d'opposition dans une conjoncture très défavorable au pouvoir en place. Sans doute, également, la perspective de confier les clefs du pouvoir, fût-il régional, à des écologistes suscite-t-elle encore beaucoup d'hésitations, voire de réticences, dans l'opinion. Démonstration est faite, cependant, à la fois d'une volatilité certaine des ralliés de juin 2009 et d'une attractivité non moins certaine du mouvement auprès de l'électorat. L'ambivalence du résultat – confirmation pour les uns, effritement pour les autres – conduit naturellement à s'interroger sur la solidité et la durabilité du vote Europe Ecologie.

Notre hypothèse est que cet électorat nouveau est à la fois volage et stratège. N'ayant de liens qu'assez ténus avec la galaxie écologiste politiquement organisée – même unifiée avec les Verts, Europe Ecologie devrait compter au mieux une dizaine de milliers d'adhérents –, il se détermine en fonction de critères qui combinent l'originalité spécifique de l'offre et son attractivité concurrentielle dans le champ politique. Parfaitement à l'aise avec la campagne des élections européennes conduite par Daniel Cohn-Bendit, légèrement moins conquis par celle des régionales menée en grand partie par Cécile Duflot, l'électorat écologiste ne fait pourtant pas totale allégeance à la probable candidature d'Eva Joly pour la présidentielle. Parallèlement, cet électorat particulièrement éclairé – il est largement surreprésenté dans les classes sociales élevées et très diplômées – n'est pas qu'une force incertaine prête à se donner au plus convaincant du moment. Plutôt assez fidèle depuis 2009, tous comptes faits, élections partielles comprises, déjà fixé dans les sondages autour de 10 % des intentions de vote pour sa candidate présumée en 2012, il entend peser de toutes ses forces dans le reformatage de l'opposition à Nicolas Sarkozy.

UN ÉLECTORAT VOLAGE

La fragilité de l'électorat d'Europe Ecologie tient évidemment au fait qu'il s'agit d'un ensemble encore peu structuré. La première caractéristique de son instabilité est la longue hésitation à faire son choix. Les partisans écologistes ont pris leur décision particulièrement tard dans la campagne de juin 2009 : 77 % l'ont fait dans les deux ou trois semaines précédant le vote, soit un niveau largement supérieur, de 25 points, à la moyenne des électeurs³. Ce niveau s'explique par l'effet de nouveauté et d'entraînement qui a conduit trois millions d'électeurs à soutenir la nouvelle offre politique au moment où s'est réellement posée la question du bulletin à mettre dans l'urne. Mais, neuf mois plus tard, en mars 2010, ils sont encore 50 %, contre 39 % pour l'ensemble des électeurs, à se déterminer très tard. L'hésitation est quasiment deux fois plus forte que pour les partisans du Parti socialiste ou de l'UMP. Tout semble indiquer que l'engagement reste encore

3. CSA, sondage au jour du vote, juin 2009.

circonstanciel, porté par une vague d'opinion positive autour du mouvement écologiste, et que le geste est encore loin d'une adhésion convaincue.

La meilleure preuve en est le reclassement constaté entre l'élection européenne et les élections régionales. 53 % des électeurs du scrutin européen confirment leur choix, en 2010, en accordant leurs suffrages, au premier tour, aux listes d'Europe Ecologie qui se présentent de manière autonome dans les vingt-deux régions⁴. 6 %, en revanche, reviennent vers l'UMP et, surtout, 28 % vers le Parti socialiste. L'analyse du scrutin permet d'ailleurs de faire apparaître une corrélation statistique indiscutable entre l'évolution respective des résultats des socialistes et des écologistes. Là où le repli des Verts est sensible, la progression du Parti socialiste est spectaculaire.

« C'est notamment le cas », soulignent Jérôme Fourquet et Sarah Alby, « dans les régions PACA, Lorraine, Bourgogne,

4. OpinionWay, sondage au jour du vote, mars 2010.

Franche-Comté ou Haute-Normandie. Ce fut également le cas en Aquitaine (où les écologistes ont subi la concurrence de Jean Lassalle, seul candidat du Modem à franchir la barre des 10 %) et en Languedoc-Roussillon dans le cadre, il est vrai, d'un scrutin très particulier avec la présence de nombreuses listes de gauche face à Georges Frêche. Mais cette concurrence avec le Parti socialiste pour le contrôle d'un même électorat de centre-gauche oscillant en fonction des scrutins et des enjeux n'a pas toujours été en défaveur d'Europe Ecologie. D'une part, cette formation est parvenue à obtenir des scores très importants dans un certain nombre de régions, à tel point que l'hégémonie du Parti socialiste a été remise en question : Alsace, Rhône-Alpes, Ile-de-France. D'autre part, dans d'autres régions, la large victoire annoncée des présidents socialistes sortants et la faible menace d'un basculement à droite a sans doute rendu moins pertinent le réflexe du vote utile et, au final, a bénéficié localement aux listes Europe Ecologie : Midi-Pyrénées, Bretagne, Poitou-Charentes. Les niveaux des votes Europe Ecologie et Parti socialiste ont donc été grandement indexés sur les

rapports de force locaux et sur l'ampleur du vote utile en faveur du parti dominant dans la frange « flottante » de l'électorat socialiste »⁵.

Parallèlement, le rassemblement des écologistes attire de nouveaux électeurs qui avaient voté pour d'autres listes huit mois plus tôt, notamment le Modem, ou, tout simplement, s'étaient abstenus. Près d'un tiers des voix recueillies lors des élections régionales provient d'électeurs qui, neuf mois plus tôt, avaient fait un choix différent ou ne s'étaient pas rendus aux urnes. On assiste ainsi à un double mouvement de va-et-vient, une première cohorte délaissant l'offre écologiste au profit de candidatures jugées plus utiles, une seconde ralliant le mouvement après l'avoir ignoré quelques mois plus tôt. La balance n'est pas tout à fait égale, qui explique le déclin sensible en nombre de voix recueillies.

5. Jérôme Fourquet, Sarah Alby, *Quelques clés du vote Europe Ecologie aux élections régionales*, Ifop, mars 2010.

Deux électeurs écologistes sur cinq ne se classent pas « à gauche »

Un tel reclassement n'est pas inédit dans un contexte où les votants sont de plus en plus enclins, élection après élection, à juger sur pièces plutôt que sur convictions. Il s'explique notamment, dans le cas d'Europe Ecologie, par l'éclectisme politique que révèle l'analyse de son électorat. Son ancrage est majoritairement, mais pas seulement, à gauche comme en témoignent à la fois son vote en 2007 (cf. *supra*) mais aussi, et surtout, la manière dont il se perçoit dans le champ politique. Interrogés sur la manière dont ils se situent sur une échelle politique gauche-droite, 59 % des électeurs écologistes se considèrent à gauche, contre 21 % au centre ou à droite et, surtout, 15 % « ni à gauche ni à droite »⁶. Ce positionnement est régulièrement confirmé, depuis, dans les vagues successives d'interrogation du panel OpinionWay constitué lors de l'élection européenne. En d'autres termes, deux partisans sur cinq du

nouveau mouvement ne se reconnaissent pas dans une posture naturellement proche du Parti socialiste et de ses alliés de gauche.

Cet éclectisme n'est cependant pas homogène. Il existe une différence sensible entre les classes d'âge. 66 % des plus de soixante ans, c'est-à-dire la génération des « soixante-huitards », se définissent volontiers à gauche ou même très à gauche contre seulement 51 % des 25-34 ans et 48 % des moins de 25 ans. A l'inverse, seulement 17 % des seniors se situent au centre ou à droite, contre 23 % des moins de 25-34 ans et 28 % des 18-24 ans. Plus significatif encore, 15 % des plus jeunes et 20 % des 25-34 ans se déclarent « ni à droite, ni à gauche », refusant ainsi le marquage traditionnel. La génération Y des électeurs écologistes, celle qui est née depuis la fin des années 1970, entretient un lien plus distendu que ses aînés avec la gauche et, plus généralement, les catégories habituelles de la politique.

6. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 2, février 2010.

Positionnement politique des électeurs d'Europe Ecologie

Q : Vous-même, diriez-vous que vous vous situez ?

	Age					Catégorie socio-professionnelle	
	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-59 ans	60 ans et +	CSP+	CSP-
Très à gauche 0 3 %	2 %	3 %	4 %	5 %	2 %	4 %	3 %
A gauche 56 %	46 %	48 %	54 %	57 %	64 %	58 %	49 %
Au centre 14 %	19 %	15 %	14 %	7 %	14 %	15 %	13 %
A droite 7 %	10 %	8 %	9 %	10 %	3 %	9 %	11 %
Très à droite 10 %	1 %	-	-	-	-	1 %	-
Ni à gauche ni à droite 15 %	15 %	20 %	11 %	19 %	12 %	10 %	17 %
Très à gauche 5 %							

A cette fracture générationnelle, s'ajoute une fracture sociale : les catégories socioprofessionnelles les moins favorisées (CSP-) de l'électorat écologiste ne sont que 52 % à se situer à gauche de l'échiquier politique et ils sont 17 % à se déclarer « ni à droite, ni à gauche ». Ce dernier chiffre peut sembler encourageant en comparaison de l'attitude généralement observée dans l'ensemble des catégories populaires : globalement, 45 % des ouvriers et employés français se déclarent « ni à droite, ni à gauche ». Mais, en

réalité, il traduit l'effet de mobilisation, lors des élections intermédiaires, des catégories les plus « politisées » des électeurs. Les CSP- ont peu voté à l'élection européenne, et ceux d'entre eux qui ont accordé leur préférence à Europe Ecologie appartiennent évidemment à sa frange la plus « intégrée » au système politique. En revanche, il s'agit d'un signal faible pour les prochaines campagnes des écologistes. Le scrutin présidentiel est d'abord marqué par la mobilisation des catégories les moins favorisées, qui représentent aujourd'hui treize millions d'électeurs potentiels. Leur distance vis-à-vis de l'offre politique constituée obligera les leaders d'Europe Ecologie à s'interroger sur les ressorts susceptibles de les convaincre, en 2012, d'accorder leurs suffrages à leur mouvement.

Une majorité en désaccord avec l'abandon du nucléaire

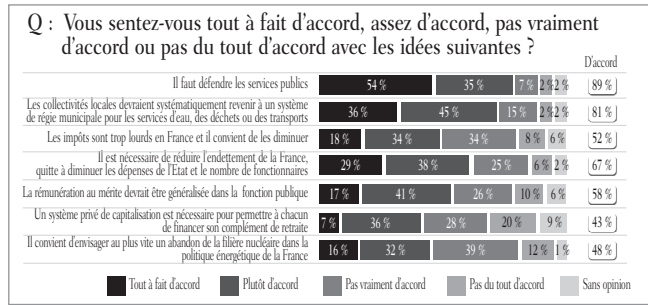
L'éclectisme politique des électeurs écologistes se manifeste également dans leurs valeurs et leurs opinions sur les grands sujets d'actualité qui structurent le débat politique

7. Cevipof, Baromètre de la confiance politique, décembre 2009.

en France. Certes, leur rapport aux services publics est très voisin de celui du « peuple de gauche » : 89 % d'entre eux pensent qu'il faut « défendre les services publics »⁸. Près des trois quarts, par ailleurs, se prononcent pour le système des régions municipales s'agissant des services de l'eau, des transports ou de la propreté. La culture « publique » face au marché reste dominante mais elle est plus traduite dans les notions de « biens communs » que dans la valorisation systématique des organisations étatiques ou para-étatiques.

Ainsi, certaines attentes vis-à-vis de l'Etat et de la sphère publique sont plus complexes que celles généralement exprimées par un logiciel de gauche classique. Une petite majorité de l'électorat d'Europe Ecologie estime, par exemple, que « les impôts sont trop lourds et il convient de les diminuer », assumant une posture très partagée par l'ensemble des Français mais en décalage avec le discours volontariste sur les effets positifs de la redistribution fiscale. De même, les deux tiers pensent que « il est nécessaire de réduire l'endettement de la France, quitte à diminuer les dépenses de l'Etat et le nombre de fonctionnaires », exprimant un point de vue très proche, par exemple, de celui de François Bayrou qui en a fait un de ses thèmes de prédilection. Fait plus significatif encore, les partisans écologistes considèrent majoritairement que « la rémunération au mérite devrait être généralisée dans la fonction publique », épousant une orientation plutôt libérale sur la réforme de l'Etat et des administrations. Enfin, ils sont 43 % à être convaincus que « un système privé de capitalisation est nécessaire pour permettre à chacun de financer son complément de retraite », manifestant un écart certain avec l'opinion très partagée à

Niveau d'adhésion à certaines idées des électeurs d'Europe Ecologie



8. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 2, février 2010.

gauche – et pas seulement – selon laquelle la défense du système de répartition est une priorité.

Sur la réforme des retraites, d'ailleurs, les électeurs écologistes ne se retrouvent pas forcément dans les points de vue exprimés publiquement par un arc de cercle allant de la gauche antilibérale au Parti socialiste, en passant par les Verts ou les grandes organisations syndicales. Interrogés durant l'été 2010⁹, en pleine actualité du débat, ils étaient appelés à se prononcer sur un choix possible de quatre solutions, depuis celle préconisant et justifiant le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à soixante ans avec un retour à 37,5 annuités de cotisations jusqu'au projet en l'état du gouvernement de déporter l'âge légal à 62 ans avec un allongement progressif de la durée des cotisations jusqu'à 42 ans.

L'hypothèse recueillant très nettement le maximum d'adhésion – 46 % – est celle d'un « report à 62 ans de l'âge

9. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 3, juillet 2010.

légal du départ à la retraite assorti de mesures beaucoup plus favorables pour les personnes ayant effectué des métiers pénibles et d'un mode de financement plus équilibré entre les revenus du travail et du capital ». On note là un sentiment partagé entre le souhait d'une réforme juste qui prenne en compte les spécificités d'un marché du travail et d'une espérance de vie très inégalitaires selon les catégories socioprofessionnelles et le constat que le report de deux ans de l'âge ouvrant droit à la retraite n'est pas illégitime dans une société dont la pyramide des âges s'est profondément modifiée depuis quelques décennies. La perspective d'un maintien de l'âge légal à soixante ans assorti d'un allongement de la durée des cotisations et d'une taxation plus lourde des revenus du capital ne recueille que 24 % d'adhésion. Le point de vue majoritaire est donc tout à fait en phase avec l'interpellation de Daniel Cohn-Bendit lors des journées d'été de son mouvement en août 2010 : « On n'est pas révolutionnaire parce qu'on défend les soixante ans ; on n'est pas réactionnaire parce qu'on défend les 62 ans ! Le problème est beaucoup plus complexe ».

Sur la question programmatique du nucléaire, historique et emblématique pour le mouvement écologiste, on observe également un net écart entre la doctrine et l'opinion des électeurs. 48 % seulement d'entre eux adhèrent à l'idée qu'il convient « d'envisager au plus vite un abandon de la filière nucléaire dans la politique énergétique de la France ». En revanche, 51 % se déclarent ouvertement en désaccord avec cette idée. C'est la manifestation la plus nette d'une distorsion entre la nouvelle formation politique et sa base électorale. Affaire de crédibilité et de faisabilité d'un point de programme sur lequel les Français en général, et les électeurs d'Europe Ecologie en particulier, sont très dubitatifs ? Les campagnes de « banalisation » de l'énergie nucléaire, en France depuis dix ans, de même que la revendication d'une énergie « sans CO2 » ont marqué suffisamment les esprits pour que la question des risques et de la toute-puissance du lobby industriel qui les gère ne soit plus considérée comme un sujet central pour les soutiens de l'écologie politique.

Une crédibilité d'Europe Ecologie encore insuffisante

Si l'électorat écologiste est encore volage, c'est aussi, peut-être, affaire de confiance. Interrogé peu avant les élections régionales, il considérait d'abord à 88 % que le mouvement était « capable » de diriger une région en France. Mieux, il jugeait, à 72 %, qu'il mènerait une politique « différente » de celle des présidents socialistes, témoignant ainsi d'une croyance en une alternative possible autour des propositions programmatiques esquissées pendant la campagne. Enfin, il envisageait même très majoritairement comme un enjeu « important » que « un ou une président(e) écologiste soit élu(e) dans au moins une région »¹⁰.

Mais cette appréciation générale était immédiatement contrebalancée par une hésitation prononcée dès lors que l'on évoquait différents sujets à l'agenda. Ainsi, le panel des électeurs proprement franciliens continuait de douter de la

10. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 2, février 2010.

capacité de Cécile Duflot, tête de liste en Ile-de-France et candidate à la présidence de la région, à faire mieux que Jean-Paul Huchon, candidat socialiste et président sortant, sur une grande partie des thèmes abordés au cours de la campagne. Sur trois questions, la première était reconnue la plus compétente pour « améliorer les choses » : les économies d'énergie, les transports et la santé. En revanche, le second – au sein même des partisans écologistes – conservait l'avantage sur des dossiers comme l'emploi, les inégalités sociales, la sécurité ou le logement, thèmes toujours dominants parmi les préoccupations générales des Français. Parmi les raisons évoquées d'un manque de confiance : « le manque d'expérience et de compétence » en premier, la limitation du spectre programmatique à l'écologie, en deuxième, et le « manque de réalisme », en troisième.

Quelques semaines avant le scrutin, l'ensemble de l'électorat francilien, toutes tendances confondues, ne jugeait d'ailleurs la liste Europe Ecologie « la plus crédible » que sur le thème de la protection de l'environnement, accordant

majoritairement sa confiance à la liste du Parti socialiste sur le logement et la qualité de vie dans les banlieues, à la liste de l'UMP sur la sécurité et l'enseignement supérieur, et se montrant très indécis sur l'emploi, la fiscalité et les transports¹¹. Bref, les Français doutent encore de la capacité du mouvement à gérer les affaires publiques, même s'ils lui font crédit d'être le plus qualifié pour modifier en profondeur les politiques environnementales. Et les électeurs écologistes eux-mêmes s'interrogent sur sa capacité à proposer des solutions crédibles au-delà d'un champ de l'écologie élargi aux transports et à la santé.

Le brouillage du débat sur la croissance ou la décroissance explique certainement en partie ce niveau de réticence. Seuls 30 % des soutiens d'Europe Ecologie considèrent qu'« une certaine forme de décroissance est inévitable pour l'avenir », tandis qu'une très forte majorité de 63 % pense, au contraire, qu'« une croissance verte et durable est la solution pour l'avenir ». Dès lors, la complexité des

11. Ifop, sondage pour *Le Journal du Dimanche*, février 2010.

arguments invoqués face aux risques de pénurie d'énergies fossiles limite le niveau d'adhésion d'une opinion qui, même ralliée à l'écologie politique, raisonne encore dans des catégories classiques de progrès mesuré à l'aune des statistiques du produit intérieur brut. Les conclusions du rapport Stiglitz, mettant en exergue les impasses d'un raisonnement purement comptable du bien-être, n'ont encore convaincu qu'une minorité d'électeurs écologistes.

Enfin, il apparaît clairement qu'Europe Ecologie reste concurrencée, sur ses franges, par une offre électorale « environnementaliste » capable de fédérer des partisans sans doute mal à l'aise avec l'image d'un mouvement refusant la neutralité politique et optant, le plus souvent, pour une opposition déclarée au pouvoir politique en place. En juin 2009, les listes de l'« Alliance écologiste indépendante » ont recueilli près de 600 000 voix autour de figures comme Antoine Waechter qui, neuf mois plus tard cependant, devait figurer en deuxième position sur la liste Europe Ecologie en Alsace. Mais, en mars 2010 encore, dans une douzaine de régions, ces listes indépendantes ont obtenu

des scores entre 1 % et 4 % des voix, totalisant ainsi plusieurs centaines de milliers de voix.

Les électeurs qui leur ont fait confiance sont en moyenne plutôt plus jeunes que la moyenne (le tiers d'entre eux a moins de 35 ans) et appartiennent plus souvent aux classes populaires (26 % sont « sans diplôme »)¹². Leur proximité politique, par ailleurs, est sensiblement différente de ceux d'Europe Ecologie : 18 % d'entre eux se revendiquent explicitement « à droite ». Enfin, lors du scrutin européen, ils ont voté, deux fois plus que les autres, « par rejet des personnalités politiques ou partis ». Il s'agit donc clairement d'un électorat protestataire, à la décision particulièrement tardive dans la campagne. Ce bloc ne se reconnaît pas dans l'offre électorale nouvelle des écologistes. Entre celle-ci et l'ensemble de l'opinion qui manifeste sa préoccupation certaine face à l'urgence environnementale persiste donc une tension qui sera un des enjeux lors de la prochaine campagne présidentielle.

12. TNS-Sofres, sondage au jour du vote, juin 2009.

UN ÉLECTORAT STRATÈGE

Pour autant, la volatilité apparente de l'électorat d'Europe Ecologie n'est pas nécessairement contradictoire avec sa volonté de peser durablement dans la recomposition politique de l'opposition à Nicolas Sarkozy. Il a ainsi pu manifester, pendant les régionales, une forte sensibilité à l'actualité de la campagne en étant clairement séduit, à certains moments, par la principale offre concurrente à gauche. La dépression des intentions de vote pour le mouvement écologiste, constatée par différents instituts fin janvier et début février 2010, illustre sans nul doute sa forte adhésion à la réaction de Martine Aubry après les dérapages verbaux de Georges Frêche. Mais, au bout du compte, il a plutôt tenu bon dans son souhait de transformer l'essai des européennes, de faire élire le maximum de conseillers régionaux écologistes, quand bien même le rêve d'une possible présidence écologiste s'éloignait au fil des sondages, et, surtout, de rééquilibrer les forces hostiles au pouvoir en place.

Six mois après le scrutin de juin 2009, six électeurs sur sept déclaraient d'ailleurs « ne pas regretter leur vote ». Ce chiffre, très habituel quand il est question de post-rationalisation d'un acte civique, est curieusement, par-delà les reclassements analysés plus haut, ce que l'on pourrait nommer le taux de rebond d'Europe Ecologie entre les deux scrutins. Lors des élections régionales, le nouveau mouvement a retrouvé 85 % environ de ses voix des européennes, confirmant ainsi son émergence dans le champ politique et ouvrant le débat sur sa place durable sur l'échiquier électoral.

D'une certaine manière, le vote de ses partisans s'est en quelque sorte cristallisé lors de ce deuxième scrutin. La carte qui en est issue ressemble fort à celle qui ressortait des européennes, avec les mêmes zones de force et de faiblesse. Les régions les plus favorables au nouveau mouvement restent l'Île-de-France, bien sûr, Rhône-Alpes, l'Alsace – où le ralliement d'Antoine Waechter est compensé par la dissidence d'une liste conduite par un ancien secrétaire national des Verts – mais aussi le Grand Ouest

(Bretagne, Pays de Loire et Basse-Normandie) et Midi-Pyrénées. De la même manière, les grands centres urbains restent des soutiens forts avec des pointes oscillant autour de 20 % à Paris, Grenoble, Toulouse, Rennes ou Lille.

A l'inverse, le mouvement n'atteint pas les 10 % dans une grande diagonale rurale allant du Sud-Ouest à la Lorraine, en passant par le Massif Central et la Bourgogne. Sa relative faiblesse en Languedoc-Roussillon et en Haute-Normandie, en revanche, s'explique probablement par le charisme de personnalités comme Geroges Frêche ou Laurent Fabius. Les campagnes restent plutôt réfractaires au vote écologiste, avec des résultats inférieurs à 8 % dans des départements comme le Pas-de-Calais, la Somme, la Haute-Savoie, le Cantal ou les Landes. De façon générale, il demeure une relation inversement proportionnelle entre les scores d'Europe Ecologie et le pourcentage d'agriculteurs dans la population d'un territoire.

Cette règle souffre cependant de notables exceptions : « On peut même identifier des zones rurales très isolées

dans lesquelles les listes Europe Ecologie ont atteint des résultats impressionnants », notent Jérôme Fourquet et Sarah Alby. « Il s'agit pour la plupart de zones de montagnes et/ou situées dans la moitié Sud du pays et qui, pour bon nombre d'entre elles, ont connu un apport de population « néo-rurale » soit dans l'immédiat après-68, soit plus tard. Ces territoires particuliers, pourtant aux antipodes des quartiers des grandes agglomérations, ont également réservé un très bon accueil à cette offre politique, le message écologiste, la défense de l'agriculture biologique et l'appel à de nouvelles façons de vivre, de consommer et de se loger rencontrant un écho certain. Europe Ecologie a pu s'appuyer localement sur des réseaux préexistants mobilisés sur des combats communs : faucheurs volontaires anti-OGM, réseau Sortir du nucléaire (dans la Drôme ou la Manche par exemple), objecteurs de croissance, agriculteurs biologiques ou bien encore la Confédération paysanne »¹³.

13. Jérôme Fourquet, Sarah Alby, *op. cit.*, mars 2010.

La prégnance d'une culture anti-étatique

Pour certains, cette cristallisation serait principalement le reflet de l'irruption, au sein du peuple de gauche, d'une famille « antisystème et écologiste » désormais structurée autour de valeurs spécifiques communes. « Son émergence », explique François Miquet-Marty, président de Viaoice, « a été portée par la convergence entre la crise économique, qui appelle à discerner de nouveaux modèles de société pour l'avenir, et la crise environnementale, qui insiste sur l'urgence climatique et l'exigence de penser un nouveau mode de développement. Evoquer l'affirmation de cette sensibilité peut paraître inattendu, puisque l'écologie politique constitue, au fond, une composante familière de la gauche depuis les années 1970. Il est ainsi fondamental de distinguer une sensibilité écologiste qui anime la quasi-totalité de la gauche (et irrigue à ce titre la plupart des autres « France de gauche ») de cette galaxie « antisystème et écologiste », qui se définit par une identité très singulière. Pour l'essentiel, cette famille de la gauche est pour une large part antisystème car sécessionniste par rapport à

notre modèle économique et social actuel, qu'elle répudie pour « refaire société », construire une société nouvelle *a minima* nourrie des valeurs écologistes, et au plus inspirée des modes de fonctionnement à l'œuvre dans la nature (écosystème, pollinisation) ». ¹⁴

Plus fondamentalement, la prégnance d'Europe Ecologie sur la scène politique et électorale s'explique par la résistance d'une culture anti-étatique, non seulement à gauche, mais dans l'ensemble de la société française et particulièrement chez les libéraux progressistes, qui questionne le rôle et le pouvoir des institutions face à la crise économique et financière, d'une part, et aux défis écologiques et sociaux, d'autre part. La rencontre de deux personnalités comme Daniel Cohn-Bendit et José Bové, aux parcours aussi opposés, en est le symbole. Le premier, partisan du « oui » au Traité constitutionnel européen et militant de nouvelles alliances politiques

¹⁴ François Miquet-Marty, *La guerre des gauches n'aura pas lieu*, Fondation Jean-Jaurès, juin 2010. François Miquet-Marty est président de l'institut Viaoice.

par-delà les clivages traditionnels, comme le second, défenseur du « non » et adepte des courants altermondialistes aiguillonnant les familles politiques traditionnelles, se sont finalement retrouvés sur cette terre idéologique commune qui n'aime guère les Etats, les partis ou les institutions, considérés comme trop souvent convenus et stériles, et qui préfère les espaces internationaux, les mouvements et les réseaux, jugés plus productifs et utiles.

D'une certaine façon, Europe Ecologie renoue avec la meilleure tradition de la deuxième gauche quand celle-ci, au nom d'une critique radicale des dégâts du système capitaliste, appelait non pas au mirage de l'économie nationalisée et de l'Etat social tout-puissant mais à la force créatrice de la société face à l'Etat. Le sujet de la crise écologique est particulièrement fécond pour ce renouveau. Il présuppose, d'une part, une mise en cause sans concessions d'un capitalisme productiviste et destructeur de ressources naturelles. Il débouche, d'autre part, sur un appel à la mobilisation de la société pour, à la fois, générer une prise de conscience et imposer, en tant que

groupe de pression, des actes au niveau global et modifier les attitudes et les comportements au niveau local.

Il y a d'ailleurs un rapport de cause à effet entre les récents succès écologistes et le débat sur la mort de la deuxième gauche, engagée par Jacques Julliard dans les colonnes du *Nouvel Observateur*. Ce dernier, forçant nécessairement le trait pour justifier sa thèse, souligne ainsi : « Le primat de la société civile qui a été durant des années notre marque de fabrique et notre mot de ralliement, ne sert plus depuis longtemps à faire avancer nos idées. Il ne sert plus la démocratie ouvrière. Il ne sert plus les idées libertaires et autogestionnaires qui sont les nôtres. C'est un fait que l'on peut regretter : il sert le capitalisme financier pour faire ses affaires ; pour s'exempter de toute responsabilité ; pour échapper à toute contrainte éthique ; à tout impératif d'intérêt général ; à toute mobilisation populaire ; à toute avancée sociale. Voilà à quoi a servi, pour l'essentiel, l'autonomisation de l'économique et du social par rapport au politique. Les socialistes libéraux ont fait, à leurs corps défendant, la courte échelle aux libéraux

sociaux. Pendant que nous suivions, le nez en l'air, l'envol majestueux de nos idées, on nous faisait les poches, tout simplement »¹⁵.

Face à un tel constat d'impuissance sur le terrain financier, économique et social, la culture de la deuxième gauche retrouve cependant une nouvelle jeunesse autour des questions écologiques et, de façon générale, éthiques. On peut y retrouver ses racines dans la vision selon laquelle les inégalités sociales, à l'échelle du monde, seront de plus en plus corrélées aux inégalités devant les risques climatiques ou énergétiques, et les règles éthiques, à l'échelle du monde encore, de plus en plus nécessaires pour lutter contre un capitalisme financier voyou et destructeur de valeur. Cette approche à la fois novatrice sur le mode de développement et intransigeante sur les conditions d'exercice du politique constitue un socle électoral solide aujourd'hui pour rallier des suffrages autour de figures comme Daniel Cohn-Bendit ou Eva Joly.

¹⁵ Jacques Julliard, « Ce qui est vivant et ce qui est mort dans la nouvelle gauche », *Le Nouvel Observateur*, 14 avril 2010.

L'investissement dans une nouvelle marque politique

Pour l'électorat d'Europe Ecologie, ce socle, bien que insuffisant au point de confier les clés du pouvoir au mouvement, n'en est pas moins fondamental. Au point de justifier une trajectoire politique et des choix tactiques autonomes par rapport aux alliés naturels de la gauche avec lesquels travaille, depuis vingt ans, le parti des Verts. Les trois quarts des électeurs écologistes se déclaraient ainsi d'accord, à la veille des régionales, sur la stratégie de listes « autonomes » pratiquées dans toutes les régions par le nouveau mouvement, au grand dam parfois de certains élus locaux Verts peu enclins à troquer leurs avantages acquis contre les risques de primaires de premier tour. Ce niveau d'adhésion n'était pas évident alors même que six années de solidarité quasi-générale des exécutifs régionaux entre le Parti socialiste et ses alliés de la gauche plurielle pouvaient laisser ouvert un autre scénario tactique. Tout aussi significatif était le sentiment exprimé, par les deux tiers des électeurs écologistes, d'une plus forte capacité des

listes écologistes à rassembler au deuxième tour que celle des listes socialistes.

Ce réflexe identitaire est un signe de l'investissement mis par les soutiens écologistes dans leur nouvelle « marque » politique. Leur attachement, malgré les infidélités électorales possibles, est profond. Il se construit autour de quelques traits dominants. Première caractéristique : l'ancrage des électeurs d'Europe Ecologie dans l'opposition à Nicolas Sarkozy est sans appel malgré un positionnement politique, pour 41 % d'entre eux, ailleurs qu'à gauche. Leur jugement du bilan du président de la République ne souffre pas de discussion : 80 % d'entre eux le jugent mauvais, une proportion nettement plus importante que l'ensemble des Français. Autrement dit, la séquence chaotique du Grenelle de l'environnement, qui a sonné un moment la victoire de la société civile rassemblée autour de Nicolas Hulot pour imposer un changement de regard et de rythme sur la question écologique, a eu un effet de double peine pour le pouvoir en place. Elle a contribué à consolider une fraction de l'opinion désireuse de changer l'ordre des

priorités politiques tout en la soudant dans le sentiment que, au bout du compte, l'affichage importait malheureusement plus que les résultats.

Deuxième caractéristique de l'électorat d'Europe Ecologie : il se situe volontiers dans une critique globale et virulente du système capitaliste. 70 % souhaitent que le capitalisme soit « réformé en profondeur » et 23 % « réformé partiellement ». Le point de vue est plus radical que celui des Français qui, début 2009, au plus fort de la crise financière, étaient 53 % à souhaiter une réforme profonde et 38 % des aménagements¹⁶. Conformément aux écarts constatés plus haut sur le positionnement politique, on retrouve sur ce sujet un décalage générationnel et social parmi les électeurs écologistes. Plus de 80 % des électeurs écologistes de plus de soixante ans et près de 70 % des catégories socio-professionnelles les plus favorisées (CSP+) adhèrent à cette critique, mais seulement moins de 60 % des moins de 35 ans et des CSP-.

16. TNS-Sofres, sondage pour le Centre d'analyse stratégique, janvier 2009.

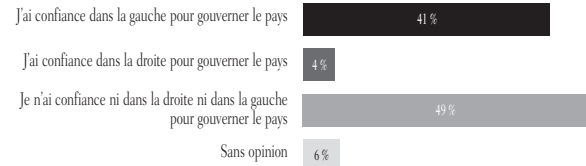
Faut-il y voir, au total, une posture nettement anticapitaliste ? Disons plutôt, si l'on croise ce jugement avec d'autres, un marqueur anti-technocratique. Les électeurs écologistes sont persuadés que leur espoir dans un nouveau mode de développement n'est guère compatible avec le *statu quo* économique et financier actuel. Non pas que la révolution soit à l'ordre du jour. Mais que l'équilibre des forces entre le marché, les Etats, les institutions internationales et la société doive être complètement repensé. C'est un avertissement adressé à l'ensemble de la classe politique qui, à gauche comme à droite, dans un double réflexe gestionnaire et étatiste, considérerait traiter le problème de la crise par quelques nouvelles régulations encadrant les dérives de l'hyper-financiarisation de l'économie.

Troisième caractéristique de l'électorat d'Europe Ecologie : un sentiment de responsabilité dans le jeu politique. Son intégration dans le système – c'est-à-dire son sentiment de pouvoir encore peser sur le cours de la politique – est sensiblement plus élevée que la moyenne des Français. Sondés par le Cevipof, ces derniers ne sont que 15 % à

avoir confiance dans la gauche et 22 % dans la droite pour gouverner le pays dans les trois prochaines années tandis que 60 %, on l'a noté, n'ont confiance ni dans l'une ni dans l'autre. Les électeurs d'Europe Ecologie, eux, sont 41 % à garder leur confiance à la gauche et ne sont que 48 % à manifester une défiance générale¹⁷. Ce registre moins protestataire se manifeste encore dans leur confiance dans l'Union européenne (55 %) inversement proportionnelle à celle de l'ensemble des Français (38 %).

A qui les électeurs d'Europe Ecologie font confiance pour diriger le pays

Q : Concernant les prochaines années, laquelle des trois phrases suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?



17. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 3, juillet 2010.

Une mission : reformater l'opposition à Nicolas Sarkozy

La critique du système et du bilan du président de la République, l'adhésion mesurée à l'offre politique de la gauche et l'intégration plus forte dans le système politique sont probablement trois facteurs explicatifs qui, entremêlés, éclairent le phénomène très particulier qu'incarne l'électorat d'Europe Ecologie. Dans un contexte de défiance généralisée et de plus grande volatilité du corps électoral, les mécontentements ont tendance à nourrir électoralement l'abstention, les candidatures atypiques ou les courants extrêmes. Au contraire, les électeurs écologistes témoignent d'une volonté de réformer en profondeur le cadre politique, sans le bouleverser. Il s'agit d'une force centripète qui entend faire valoir une demande de changement profond du mode de régulation économique, sociale et écologique et qui, dans le contexte politique actuel, s'inscrit dans une logique d'opposition au pouvoir en place.

C'est ici que l'hypothèse d'un électorat stratège prend tout son sens. Pour une partie des électeurs, Europe Ecologie constitue probablement le levier d'un reformatage en profondeur de l'opposition à Nicolas Sarkozy. Sévèrement défaite au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2007, la gauche est toujours en panne de crédibilité auprès des Français, malgré l'exceptionnelle impopularité du président de la République. A la question « Si la gauche était au pouvoir, ferait-elle mieux que la droite ? », les électeurs continuent imperturbablement de répondre très majoritairement « non ». 34 % considèrent que celle-ci ferait mieux que celle-là. Même les sympathisants de gauche sont sceptiques : 39 % seulement jugent que la gauche ferait mieux. Les partisans écologistes y voient la démonstration qu'un électrochoc serait salutaire pour l'opposition, avec l'urgence écologique comme prétexte.

Mais ils ne se vivent pas, pour autant, en lobbyistes d'une cause désormais largement diffusée dans l'ensemble de la société politique. Leurs attentes vis-à-vis d'Europe Ecologie portent notamment sur l'élargissement du programme à

d'autres thèmes. Peu avant les élections régionales, une majorité d'entre eux estimait « important » que le programme des listes écologiques autonomes aborde bien d'autres questions que celle du climat ou des économies d'énergie. L'emploi, les transports, le logement et les inégalités sociales apparaissaient comme autant de sujets prioritaires à propos desquels devait se manifester une différence d'approche avec les offres concurrentes à gauche et au centre.

Cette mission de reformatage de l'opposition apparaît également en filigrane quand on interroge les soutiens d'Europe Ecologie sur la perspective de l'élection présidentielle de 2012. Une majorité d'entre eux, en effet, commence par estimer « indispensable » la présence d'un candidat du mouvement au premier tour. Ce faisant, ils manifestent la conscience de l'enjeu de ce scrutin dans la structuration du système politique français. En même temps, une majorité se manifeste également pour soutenir la proposition qu'avait faite Daniel Cohn-Bendit, il y a un an, consistant à « échanger » une cinquantaine de

circonscriptions gagnables aux législatives qui suivront la présidentielle contre un soutien, dès le premier tour, au candidat de l'opposition « paraissant le mieux placé »¹⁸. Cette apparente contradiction ne s'explique que par une logique stratégique assez claire : la perspective d'une candidature écologiste en 2012 est une menace à deux temps. D'abord, elle est décisive pour acter durablement le changement de l'équilibre des forces et le passage d'Europe Ecologie au niveau de la « première division » politique. Ensuite, elle pourrait être suffisamment dissuasive pour contraindre les autres formations d'opposition à une négociation avantageuse sur une répartition des circonscriptions et un éventuel accord de gouvernement.

Au fond, les électeurs écologistes considèrent que leur vote est doublement utile. En soutenant leur nouvelle marque, lors des scrutins européen et régional, ils ont adressé un premier message aux politiques sur la centralité de la question environnementale dans la hiérarchie des décisions

18. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 2, février 2010.

publiques. En même temps, ils ont exprimé un deuxième souhait qui a trait, cette fois, aux conditions d'une unité la plus large possible de l'opposition en vue de 2012. Telle est la dimension stratégique de leur posture électorale. Leur objet encore mal identifié Europe Ecologie sert à la fois à canaliser l'essentiel des multiples formes d'impatiences écologiques face à l'inertie des partis traditionnels et à redessiner le paysage de la gauche et du centre dans la perspective des principales batailles électorales à venir.

UN ÉLECTORAT DISTANT

Il existe toutefois une ambiguïté entre l'électorat et sa nouvelle marque, non seulement sur la question des valeurs et des opinions – on le constate, par exemple, sur la place de l'Etat ou la question du nucléaire –, mais également sur le rôle que devrait jouer Europe Ecologie sur la scène politique. C'est peut-être sur ce point que le malentendu est le plus grand. Aux yeux des électeurs écologistes, l'organisation qui est appelée à naître d'une fusion entre l'ancien parti des Verts et les récents adhérents du nouveau mouvement court le risque de ressembler fort à un mouvement politique comme les autres, malgré les efforts déployés pour dépasser les réflexes groupusculaires et imaginer un mode de fonctionnement plus démocratique et moins clanique que les formations traditionnelles.

Le choix d'un modèle organisationnel affilié à l'espace concurrentiel de la politique et des élections conduit logiquement ses dirigeants à s'interroger sur les alliances possibles en vue de constituer des majorités de gouvernement.

On oublie volontiers, à cet égard, que les modes de scrutin sont déterminants dans la manière de construire sa légitimité aux yeux de l'opinion. Dans un système institutionnel qui ne connaît, à l'exception de l'élection européenne, que le scrutin à deux tours, la stratégie d'alliance est évidemment décisive. Isolée, une formation n'a guère de chance d'obtenir le moindre élu, quand bien même son influence grandit au point de faire presque jeu égal avec les principales forces en lice. Alliée, elle peut négocier la croissance de sa part de marché dans les différentes assemblées représentatives nationales ou locales à condition de faire allégeance, d'une manière ou d'une autre, à l'un des principaux partis de gouvernement.

La logique de ce système à deux tours conduit à déformer considérablement la représentativité des assemblées au point de nourrir la défiance politique qui, dès lors, devient l'un des principaux arguments des formations en délicatesse avec les deux principaux blocs électoraux. L'influence du Front national ou de l'extrême-gauche ne s'explique pas seulement par leurs visions respectives et diamétralement

opposées des réponses à apporter à la crise économique et sociale. Leur absence des instances de délibération démocratique justifie d'autant mieux les ressorts protestataires de leurs discours. D'une certaine façon, la démarche présidentielle de François Bayrou, si efficace en 2007, participe d'une même logique qui lui a valu le qualificatif d'« extrême-centre ». Dans une mécanique de scrutin à deux tours, le refus *a priori* de toute alliance avec la gauche ou la droite nécessite de mettre l'accent sur l'incapacité radicale de l'une ou de l'autre à intégrer des propositions présentées comme inédites ou décalées.

Or, l'électorat d'Europe Ecologie ne se considère pas complètement comme partie prenante du jeu de dominos électoral à deux tours. Issu principalement de la gauche pour ses générations les plus âgées, mais de différents horizons pour les plus jeunes, il s'est constitué en référence à un mouvement d'opinion dont le point d'orgue fut l'intrusion de Nicolas Hulot et son appel pour la planète durant la dernière campagne présidentielle. Conforté par la reconnaissance institutionnelle du Grenelle de l'environnement,

déçu par la pusillanimité du pouvoir en place à bousculer les politiques publiques, il se vit comme un puissant groupe de pression dont l'un des objectifs est de modifier de fond en comble les conditions d'une éventuelle alternance en 2012.

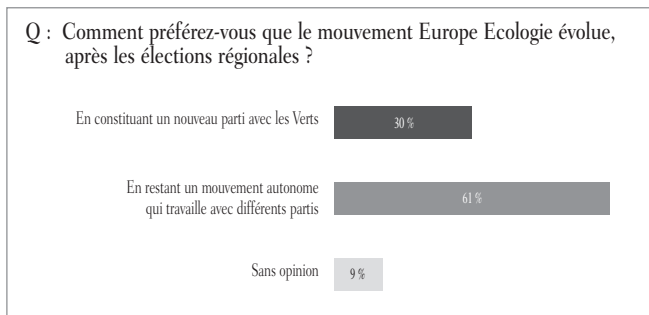
Des électeurs écologistes dubitatifs sur la constitution d'un nouveau parti

Aussi cet électorat reste-t-il encore assez distant des enjeux organisationnels qui animent à la fois les Verts et les principaux leaders d'Europe Ecologie. Appelé à se prononcer sur différents objectifs possibles pour le nouveau mouvement, à la veille des élections régionales, il citait d'abord le fait de « rester un réseau d'alerte et de mobilisation sur les grandes questions écologiques » avant même de « participer à une recomposition de l'opposition à Nicolas Sarkozy »¹⁹. Quant aux moyens pour parvenir à cette fin, il ne les voyait pas majoritairement dans la constitution d'une

19. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 2, février 2010.

force politique avec les Verts : 61 % des électeurs écologistes imaginaient préférable « un mouvement autonome qui travaille avec différents partis » contre 30 % seulement qui souhaitent « un nouveau parti avec les Verts ».

Souhait d'évolution du mouvement Europe Ecologie après les élections régionales



Plus révélateur encore, à la veille de l'université d'été de 2010 qui devait sceller le projet de fusion, les électeurs écologistes ne manifestaient qu'une attention limitée aux débats concernant la forme du nouveau mouvement. 18 % seulement déclaraient que les discussions sur le sujet, par

voie de presse interposée, les intéressaient « beaucoup »²⁰. 75 % se sentaient concernés « un peu » ou « pas beaucoup » et 6 % « pas du tout ». Au-delà de la distance habituelle entre un électorat et les élites politiques qu'il est amené à soutenir électoralement, ces chiffres traduisent un certain décalage entre les attentes d'électeurs soucieux de faire avancer la cause écologiste et les modalités opérationnelles proposées par les animateurs d'Europe Ecologie.

Ces électeurs, bien que fortement intégrés dans le système politique, n'en sont pas moins forts critiques sur les pratiques et les relations qu'entretiennent les représentants du peuple avec leurs mandants. Ils sont particulièrement sévères, par exemple, sur leur proximité à l'égard des préoccupations quotidiennes des Français. 88 % d'entre eux estiment que les politiques, quelle que soit leur couleur, ne s'inquiètent que « peu » ou « pas du tout » de ce que les Français pensent, un chiffre supérieur de sept points à ce que considère l'ensemble des électeurs. Leur scepticisme

20. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 3, juillet 2010.

se traduit par un jugement sans appel sur les partis politiques en général : 10 % seulement leur accordent leur confiance.

Pas étonnant, dans ces conditions, que la naissance de la nouvelle formation les laisse quelque peu indifférents. On aurait pu imaginer que, grisée par son succès de juin 2009, alertée par son effritement de mars 2010, Europe Ecologie taise d'inévitables dissentiments internes, imagine une nouvelle figure de mouvement politique et, surtout, produise une quantité d'idées neuves et de propositions convaincantes pour sortir de la crise, témoignant ainsi d'un appétit raisonné et réaliste pour le pouvoir en prévision des échéances futures. C'était, en tous cas, l'objectif affiché de l'appel lancé par Daniel Cohn-Bendit au lendemain du deuxième tour des élections régionales. Au lieu de quoi, le débat interne a eu tendance à se focaliser sur des attendus organisationnels complexes et des suspicions politiques diverses, délaissant le contenu et le projet au profit de la forme et de l'organisation.

Il faut dire, en outre, que le processus d'unification entre les Verts et Europe Ecologie reste une affaire en partie plutôt confidentielle qui ne mobilise que quelques milliers d'adhérents ou de sympathisants. L'appel du 22 mars 2010 a eu un impact plus médiatique que fédérateur auprès des électeurs écologistes. Ces derniers se tiennent encore largement à l'écart des structures de débats qui leur sont ouvertes, jugeant probablement que les sautes d'humeur des uns ou des autres ou que la faible lisibilité des propositions destinées à faire programme dans la perspective de 2012 ne sont pas de nature à vaincre leur réticence à s'engager dans une aventure partisane.

Hésitation quant à la stratégie électorale présidentielle

Une étude réalisée auprès d'environ 4 000 adhérents ou sympathisants d'Europe Ecologie témoigne d'ailleurs d'un profil de militants très typé, sensiblement différent de celui des électeurs²¹. Très majoritairement masculin, comme

21. Somme toute, Etude pour Europe Ecologie, juillet 2010.

dans la plupart des formations politiques, il se distingue d'abord par la surreprésentation de la tranche d'âge 50-64 ans, qui constitue plus de 40 % des effectifs, et par le pourcentage considérable de « cadres et professions intellectuelles supérieures » qui pèsent 42 % dans le total. L'électorat écologiste, lors de l'élection européenne, ne comptait que 26 % de seniors, un chiffre conforme au poids de cette génération dans la population française, et mordait particulièrement auprès des moins de 25 ans. Plus « bobo » que les autres électors, il n'en comptait pas moins un nombre de soutiens dans les catégories populaires – globalement peu mobilisées, il est vrai, par le scrutin – équivalent à celui du Parti socialiste ou de l'UMP.

Ces écarts expliquent sans doute les attentes sensiblement différentes des militants et des électeurs quant aux prises de position publiques de leur mouvement. Interrogés les uns et les autres sur la base de la même question – « Parmi les thèmes politiques suivants, lesquels devraient être les plus mis en avant par l'écologie politique dans les prochains mois ? » –, leurs réponses diffèrent sur au moins

trois points. « La remise en cause des politiques énergétiques, particulièrement l'abandon de la filière nucléaire » fait débat puisque ce thème est jugé prioritaire par 35 % des militants mais seulement 20 % des électeurs, soit quinze points de moins. Réapparaît, ici, un point majeur de discordance évoqué plus haut. Sur un autre terrain, « la lutte contre la mondialisation économique et les délocalisations » est un thème essentiel pour 32 % des électeurs mais seulement 23 % des militants. Il faut sans doute y voir une proximité plus grande des premiers avec la demande dominante de l'opinion d'une protection accrue contre les effets de la globalisation tandis que les seconds se montrent plus réservés, sans doute par conviction anti-protectionniste, sur la nature de ce combat. Cette même ligne de partage explique vraisemblablement que 36 % des militants – contre 27 % des électeurs – placent « la construction d'une Europe politique et démocratique » dans les premiers sujets à l'agenda et que 23 % des premiers – contre 13 % seulement des seconds – jugent le « rééquilibrage des rapports Nord-Sud » comme un sujet essentiel.

La distance de l'électorat écologiste par rapport à sa nouvelle « marque » politique peut s'expliquer encore par son extrême hésitation s'agissant de la stratégie à adopter en vue de la prochaine séquence électorale. Il se montre ainsi très partagé face à l'hypothèse déjà évoquée d'un accord préalable de gouvernement avec le Parti socialiste et ses alliés de gauche dans la perspective de l'élection présidentielle. 51 % des plus fidèles – ceux-là mêmes qui ont voté pour Europe Ecologie à la fois lors des scrutins européen et régional – pensent qu'« il est indispensable qu'Europe Ecologie élabore son propre projet de gouvernement » quand 49 % considèrent qu'« il est préférable qu'Europe Ecologie élabore un projet commun de gouvernement avec le Parti socialiste et d'autres forces de gauche »²². Les deux hypothèses ne sont pas forcément incohérentes entre elles, une candidature écologiste au premier tour impliquant, de toute manière, l'élaboration d'un programme spécifique, mais elles révèlent, cependant, deux sensibilités différentes face à la question des alliances au deuxième tour.

22. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 3, juillet 2010.

L'électorat d'Europe Ecologie, parce que sa majorité reste méfiante vis-à-vis de la gauche, et parce qu'une forte minorité ne se reconnaît pas naturellement de ce côté-ci de l'échiquier politique, exprime-t-il ainsi son embarras devant les images et les propos répétés des dirigeants du mouvement qui assument une proximité manifeste avec le Parti socialiste et ses alliés dans l'actualité politique de ces derniers mois ? Signifie-t-il que le compte n'y serait pas si le nouveau mouvement, comme tétanisé par le coup de génie électoral des élections européennes et régionales, devait revenir à une posture plus rassurante et plus marginale de gros coucou vert au sein d'une énième version de l'union de la gauche ?

On le retrouve en tous cas divisé et en partie distant sur la stratégie d'alliance qui, depuis le début des années 1990, a conduit les Verts à s'unir avec la gauche. Interrogés précisément sur ce point, trois électeurs sur cinq revendiquent clairement la continuité en se prononçant pour une participation du mouvement à une nouvelle union de la gauche « durable et solidaire ». En revanche, deux sur cinq

préfèreraient que la nouvelle formation reste « indépendante » d'une unité reconstituée autour du Parti socialiste. La tension recouvre très exactement celle observée à propos du positionnement revendiqué sur l'échelle politique gauche-droite. L'électorat d'Europe Ecologie n'est pas soluble dans la gauche.

C'est précisément le sujet central qui attend, si son investiture devait être confirmée, la future candidate Eva Joly. Les forces d'alternance à la droite au pouvoir ne sont plus si simplement arrimées, comme autrefois, au Parti socialiste. La persistance d'un vote antilibéral radical, la machine présidentielle de François Bayrou ou l'émergence d'un vote écologiste puissant constituent des hypothèques sérieuses à la reconstitution d'une gauche plurielle « nouvelle manière ». Quatre blocs principaux apparaissent ainsi en concurrence pour la prochaine séquence électorale, dont le potentiel se situe entre 10 % et 25 % des suffrages exprimés au premier tour : le Parti socialiste, la gauche radicale, le Modem et Europe Ecologie. Ils poursuivent des ambitions à la fois communes – la volonté d'un changement de

majorité lors de l'élection présidentielle de 2012 – et différentes – le style d'opposition à la majorité actuelle, la nature du projet politique, la vision d'un monde meilleur. Toute la question est de savoir, d'abord, si ces différents blocs seront en mesure de dépasser leurs différences et de conjuguer leurs forces pour obtenir des Français un mandat d'alternance. Et d'imaginer, ensuite, quelle pourrait être la stratégie électorale d'Europe Ecologie qui en constitue désormais l'un des plus imposants, le plus récent mais pas le moins attractif aux yeux de l'opinion.

A l'extrême-gauche du spectre politique, continue de cristalliser lentement un électorat de gauche hostile à la logique « réformiste » du Parti socialiste. Si l'on additionne les scores de LO, du NPA et du Front de gauche à l'élection européenne, le total dépasse 12 % des suffrages exprimés. Le même calcul pour les élections régionales de 2010 donne 9,2 % alors que, dans cinq régions sur vingt-deux, les voix du Front de gauche étaient comptabilisées avec celles du Parti socialiste. L'agrégat électoral de la gauche radicale doit cependant être considéré avec prudence pour

deux raisons. La première tient à la sociologie respective des électorats. Celui du NPA est jeune et populaire : 11 % des moins de 25 ans et 12 % des ouvriers ont voté pour lui lors de l'élection européenne. Celui du Front de gauche est beaucoup plus âgé et un peu moins populaire. La seconde raison tient aux divergences de vue de ces formations sur la question des rapports avec le Parti socialiste. Les trotskystes revendiquent une indépendance totale quand le nouvel attelage du Parti communiste et du Parti de gauche veut peser de tout son poids pour que la boussole socialiste s'oriente le plus à gauche possible.

Mais les ressorts du vote radical à gauche sont communs. Ils révèlent un refus de toute compromission avec le système économique actuel que viennent nourrir, depuis le début de la crise financière, les prises de position, parfois très anticapitalistes dans les mots, des principaux responsables du monde occidental. Ils expriment également, et surtout, une défiance à l'égard de la gauche de gouvernement dont le Parti socialiste est le symbole. La faible lisibilité du projet présidentiel de ce dernier, à un an et

de mi de l'élection, et le suspens entretenu autour d'une possible candidature du patron du Fonds monétaire international ne sont pas de nature à adoucir la critique des antilibéraux quand bien même l'unité est possible dans la rue contre la réforme des retraites. Les électeurs de la gauche radicale, à la différence de ceux du Front national, savent dans quel camp ils se situent et considèrent leurs bulletins de vote comme une arme dissuasive pour obliger les socialistes à renoncer à toute dérive sociale-libérale. Tous les éléments de contexte sont réunis pour penser que cette famille d'opposition, virulente, proche des classes populaires et souvent appréciée des sympathisants socialistes, conserve son potentiel électoral jusqu'au premier tour de l'échéance de 2012.

Europe Ecologie, du point de vue de cette gauche-là, est logé à la même enseigne que le Parti socialiste. Un flux de personnalités et militants issus de la gauche antilibérale, proches de José Bové ou de la mouvance dissidente du Parti communiste, est bien venu grossir les rangs du nouveau mouvement, notamment entre l'élection européenne

et les élections régionales. Mais, hormis quelques implantations locales fortes comme le maire de Sevran Stéphane Gatignon, en Seine-Saint-Denis, ou le syndicaliste de la Confédération paysanne François Dufour, dans la Manche, le courant électoral est resté assez faible entre l'extrême-gauche et les écologistes. Seulement 5 % des électeurs se déclarant « proches » de la sensibilité politique antilibérale ont accordé leurs suffrages à Europe Ecologie lors des régionales de mars 2010.

La porosité est autrement plus importante avec l'électorat du Parti socialiste. Dans les deux sens. Le piètre résultat de ce dernier à l'élection européenne est issu d'une double hémorragie de voix qui se sont portées sur son flanc gauche et vers les écologistes. Le brillant succès des élections régionales, en revanche, doit beaucoup au retour d'une partie de ces électeurs : un sur cinq environ qui avaient voté pour la gauche radicale huit mois plus tôt et plus d'un sur quatre qui avaient voté Europe Ecologie. Dès lors, l'épisode de juin 2009 peut être interprété comme un accident de parcours dont les raisons seraient assez facilement

identifiables : une image détestable de division faisant suite aux déchirements du congrès de Reims, une campagne privilégiant la nationalisation du débat européen à laquelle les Français ne goûtaient finalement guère et un programme noyé dans les contours d'une social-démocratie européenne perçue comme très « libérale ».

Le non cumul des mandats : un sujet qui fait l'unanimité

L'embellie manifeste depuis mars 2010 est aussi, d'une certaine façon, conjoncturelle. L'impopularité de Nicolas Sarkozy, les puissantes mobilisations contre la réforme des retraites et la ligne d'unité enfin assumée par ses dirigeants redonnent au Parti socialiste son statut de force principale pour conduire une éventuelle alternance en 2012. Mais les tensions demeurent, dont la moindre n'est pas l'incertitude sur la désignation du futur candidat à l'élection présidentielle. Par-delà les manifestations orchestrées d'entente et de solidarité, la compétition entre les différents présidentiables possibles reste trop visible pour inspirer une totale

confiance. La solution des primaires, qui ne devraient mobiliser que les sympathisants socialistes, présente un double risque. Si un accord au sommet aboutissait à départager les principaux candidats, les primaires seraient perçues comme une simple procédure de ratification peu propice à une mobilisation du corps électoral. Si aucun accord ne permettait de trouver une solution en amont, elles pourraient se transformer en une bataille rangée qui laisserait des traces indélébiles auprès du peuple de gauche. Reste la question du projet qui devra convaincre que le modèle social-démocrate n'est pas condamné à osciller entre une voie « moderne », fortement teintée de solutions technocratiques néolibérales, et une voie plus « traditionnelle », à l'origine de certaines déceptions suscitées sous l'ère de la présidence de François Mitterrand ou du gouvernement de Lionel Jospin.

L'appétence de l'électorat écologiste pour des solutions radicalement nouvelles en termes de mode de développement et de pratiques politiques est une donnée majeure que le Parti socialiste devra prendre en compte s'il veut en

rallier à son candidat une partie significative. Pour ne prendre qu'un seul exemple, le sujet du non cumul des mandats est celui qui fait le plus consensus parmi les soutiens d'Europe Ecologie. 94 % d'entre eux se déclarent d'accord avec l'idée que « le non cumul des mandats doit être appliqué sans délai pour tous les députés, sénateurs et élus de collectivités territoriales »²³. De façon plus générale, les notions d'éthique et de responsabilité constitueront un marqueur du débat présidentiel, à la fois en regard des dérives de la présidence de Nicolas Sarkozy mais aussi en souvenir de promesses non tenues ou de comportements discutables de la gauche au pouvoir.

Ce thème sera d'ailleurs sans nul doute l'un des chevaux de bataille de François Bayrou, comme il l'avait déjà fait en 2007. Ses échecs répétés lors des scrutins européen et régional n'en font pas un candidat potentiellement marginal en 2012. Certes, la majeure partie de ses électeurs de la présidentielle de 2007 a non seulement fui vers

23. OpinionWay, Panel électeurs Europe Ecologie vague 3, juillet 2010.

l'abstention, mais également vers d'autres formations politiques à l'occasion de ces deux élections. Les écologistes, l'UMP et le Parti socialiste ont été les principaux bénéficiaires de ces défections. Mais l'erreur majeure de positionnement lors de la campagne européenne – transformée malencontreusement en campagne anti-Sarkozy – comme la faible crédibilité du Modem en tant que parti sont des facteurs explicatifs qui auront une incidence beaucoup plus faible sur le cours de la prochaine présidentielle.

François Bayrou continue d'intéresser un électorat centriste qui a refusé de souscrire à l'OPA du président de la République sur la droite, qui adhère volontiers aux critiques contre « l'hyper-présidence » et qui se distingue clairement de la gauche en souscrivant aux principaux points du programme politique de l'actuelle majorité. Il serait naïf de penser que ce courant de pensée s'évanouisse à l'occasion de la prochaine confrontation électorale. Et certainement hasardeux de considérer que la carrière politique d'un homme qui a frôlé la deuxième place en 2007 est définitivement stoppée. Il est symptomatique que,

esquissant son projet présidentiel lors des journées parlementaires du Modem en septembre dernier, son leader ait repris un positionnement équidistant entre la droite des « déceptions » et la gauche des « illusions ». C'est un fondamental destiné à agréger plusieurs couches d'électeurs : les déçus, plutôt à droite, par Nicolas Sarkozy, les protestataires peu tentés par les extrêmes, qui avaient nourri une partie des bataillons de soutiens en 2007, les éclairés, plutôt à gauche, qui oscillent entre le Parti socialiste et le centre.

C'est probablement la menace la plus sérieuse pour une candidature d'Europe Ecologie à l'élection présidentielle. Non pas que les électeurs labellisés centristes constituent l'essentiel des réserves de voix du mouvement écologiste. Ils ont contribué secondairement à son succès électoral de ces deux dernières années. Mais le positionnement de troisième force – fût-elle extrême – dans la campagne présidentielle en fait la seule qui, jusqu'à présent, a réussi à concurrencer sérieusement les deux grands partis de gouvernement. Avec succès lors du coup de tonnerre du

21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen parvenant au second tour sur la base d'une campagne équidistante de Jacques Chirac et de Lionel Jospin. Avec moins de succès en avril 2007, bien que François Bayrou ait approché le score de la candidate socialiste sur la base d'une campagne prônant le dépassement du clivage gauche-droite.

Quelle stratégie électorale pour 2012 ?

Incontestable challenger de la prochaine séquence électorale, le rassemblement Europe Ecologie occupe, à cet égard, une place singulière dans le paysage politique européen qui en fera l'objet de toutes les attentions en 2012. L'élection au Parlement de Bruxelles et Strasbourg a toujours été un tremplin favorable pour les écologistes. « La relative réussite des Verts en Europe, en juin 2009, semble indiquer que, peut-être pour la première fois, les craintes nées de l'aggravation de la situation économique n'ont pas freiné l'expression politique de l'urgence environnementale. Dans l'ensemble des vingt-sept pays de l'Union européenne, on n'observe pas à proprement parler une

« vague verte » mais, sauf quelques exceptions, la règle est celle d'une légère progression en pourcentage de voix et, surtout, d'une présence dans pratiquement tous les pays de l'Union européenne. Au total, dans les vingt-trois pays où ils se sont présentés, les Verts ont recueilli 7,9 % des suffrages exprimés »²⁴.

Le succès particulier d'Europe Ecologie en France, qui a relativement confirmé aux élections régionales son succès au scrutin européen, tient notamment, à la différence d'autres pays, à l'impasse du clivage gauche-droite. Nourri de la question environnementale, qui embrasse désormais l'ensemble des problématiques publiques, le mouvement est perçu à la fois comme novateur dans son approche programmatique et rafraîchissant dans un espace marqué par l'impuissance des alternances successives depuis 1981 à traiter durablement les grands sujets du chômage, du niveau de vie ou de la sécurité. Manifestant à la fois sa volonté de rompre avec la politique du pouvoir en place et

24. Daniel Boy, « Europe Ecologie, la nouvelle opposition ? », in Olivier Duhamel et Brice Teinturier (dir), *L'Etat de l'opinion 2010*, TNS-Sofres/Le Seuil, 2010, pp. 57-72.

son désir d'en finir avec la perspective d'un changement qui ne soit pas une réelle alternative écologique, il est désormais condamné, d'une certaine façon, à manifester sa différence et son originalité parmi les quatre grandes familles d'opposition.

Or il y a une contradiction majeure à dépasser au préalable. Comment justifier à la fois la volonté de présenter un candidat au premier tour de l'élection présidentielle – *a priori* pour obtenir un résultat le plus haut possible – et le souhait de négocier en amont de ce scrutin un accord global de gouvernement et de répartition des circonscriptions législatives avec le Parti socialiste et les autres forces de gauche – dans une hypothèse de deuxième tour gagnant à la présidentielle ou aux législatives qui suivront ? Pour l'électeur, fort distant et virulent contre le système et les élites politiques, ce scénario complexe peut porter en germe le risque d'une ambiguïté. Dans l'hypothèse d'un accord déjà scellé de deuxième tour, en effet, l'attrait d'un vote écologiste au premier, devenu sans véritable enjeu, s'étiolerait singulièrement. Le vote utile pour le candidat

du Parti socialiste apparaîtrait le plus pertinent pour créer une dynamique d'entre-deux tours.

Telle est l'équation complexe à laquelle la candidate présumée Eva Joly devra apporter des solutions. D'autant que son électorat potentiel, volage mais stratégique, n'entend pas se laisser déposséder de son pouvoir de confirmer ou de sanctionner ce qui lui apparaîtrait comme une démarche bancale. Clairement dans l'opposition à Nicolas Sarkozy, il reste jaloux d'une certaine autonomie par rapport à la gauche. Pour le consolider et agréger autour de lui de nouvelles cohortes de soutien, la représentante d'Europe Ecologie devra être capable de tracer une perspective originale entre le discours socialiste et celui du président sortant.

Dans le cas contraire, le risque électoral est clair : conforter le succès d'estime au lieu de construire le succès populaire ; affermir la force d'appoint au lieu de devenir la force de dissuasion. Certes, une campagne de cette importance doit énormément aux qualités personnelles des candidats et à

leur agilité à réagir aux événements, aux pièges et aux aléas d'une course de fond qui dure plusieurs mois. Mais le vote final traduit toujours l'effet de rencontre entre une perspective tracée autour de quelques idées majeures et l'attente des électeurs. Ceux d'Europe Ecologie investissent beaucoup dans l'idée que leur marque politique a un avenir qui transcende les accords ou les combinaisons indispensables à la formation de majorités.

A cet égard, il serait hasardeux de considérer que le match de la présidentielle se résumera entre une droite musclée, cherchant à contenir le Front national et une gauche carrée, affichant sa volonté de faire table rase du sarkozysme. D'abord parce que les Français ne se reconnaissent plus forcément dans de telles joutes, notamment les classes populaires qui votent plus massivement lors de ce type de scrutin. Ensuite parce que Nicolas Sarkozy, d'un côté, et le ou la candidate socialiste, de l'autre, conduiront vraisemblablement des campagnes plus centrales, comme ce fut le cas en 2007. Celles-ci seront moins horizontales sur un axe d'opposition classique gauche-droite et plus verticales sur

un axe de proximité et de capacité à incarner la mise en œuvre de solutions concrètes pour les Français.

Aussi le score des écologistes en 2012 se construira-t-il d'abord sur la capacité du mouvement à illustrer une voie originale de sortie de crise. Un thème lui est propre et pourrait difficilement être préempté par les autres forces en lice : la réouverture « écologique » d'un avenir économique et social pour les générations futures. Autrement dit, à l'heure où les Français, pessimistes, considèrent que leurs enfants et petits-enfants vivront moins bien qu'eux, seul un projet volontariste de transformation du mode de développement et de combat démocratique contre les dérives économiques et politiques du système pourrait être de nature à emporter leur adhésion.

Le coup de génie politique d'Europe Ecologie deviendrait alors durable.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-010-6

© EDITIONS FONDATION JEAN JAURES
12 CITE MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW
REALISATION : REFLETSGRAPHICS

Denis Pingaud

Europe Ecologie : électorat volage, électorat stratégique

Le score réalisé par Europe Ecologie aux élections européennes de 2009 n'était pas un succès sans lendemain – les élections régionales l'ont confirmé. Les ressorts de cet engouement sont moins connus.

Denis Pingaud, vice-président d'OpinionWay, tente de les identifier : il montre que l'électorat d'Europe Ecologie est traversé par plusieurs lignes de fracture – générationnelle, sociale, ou sur des thèmes particuliers, comme le nucléaire ou les retraites – et qu'il est à la fois, et paradoxalement, volatil et stratégique.

www.jean-jaures.org

ISBN : 978-2-36244-010-6
6 €